



« Le confinement, révélateur des paradoxes du baccalauréat »

Les inquiétudes sur la valeur du baccalauréat, basé cette année uniquement sur le contrôle continu, « reposent sur une représentation mythifiée » de l'examen, estime Vincent Troger, maître de conférences en sciences de l'éducation. Tribune. L'épidémie de Covid a obligé le gouvernement à prendre la décision de délivrer cette année le baccalauréat par contrôle continu. Ce choix a rapidement réactivé des interrogations inquiètes sur cette modalité d'examen, déjà mise en œuvre depuis deux ans pour une partie du bac général dans le cadre de la réforme du lycée, et qui fait depuis longtemps l'objet de critiques dans une partie de l'opinion.

Pour résumer, ces interrogations jettent le doute sur la validité du contrôle continu : les résultats varieraient en fonction du niveau de chaque lycée, ce qui accroîtrait les inégalités entre établissements et, par conséquent, la validité d'un bac délivré sans l'objectivité d'épreuves terminales harmonisées à l'échelle nationale. Ces inquiétudes paraissent en première lecture fondées et légitimes. Elles reposent pourtant sur une représentation mythifiée du baccalauréat. Le confinement est un révélateur des paradoxes de l'examen.

Un rôle quasi nul de « sélection »

S'inquiéter de la possible baisse de niveau du bac et du risque d'accroissement des inégalités provoqué par l'usage du contrôle continu n'a de sens que si l'on accorde au bac une fonction de sélection pour l'entrée dans les différentes filières de l'enseignement supérieur. Or, un bref rappel des conditions actuelles de cette sélection suffit à montrer que le rôle qu'y joue le bac en tant que diplôme est quasi nul.

Les propositions d'affectation dans une filière de l'enseignement supérieur sont en effet transmises aux candidats avant même les résultats de l'examen. Aucune relation possible donc entre le résultat au bac et la filière supérieure obtenue par les futurs étudiants, puisque les candidats finalisent leur dossier Parcoursup à la fin du second semestre de terminale et que ces dossiers sont traités par les établissements d'enseignement supérieur sans avoir connaissance des résultats du bac.

En fait, ce qui détermine l'orientation post-baccalauréat, ce sont les résultats que les lycéens ont obtenus lors de leur année de 1^{re}, puis aux épreuves anticipées du baccalauréat qui ne portent principalement que sur le français, et lors de leurs deux premiers trimestres de terminale. Le seul rôle du bac dans ce processus de sélection est donc simplement qu'il faut l'obtenir pour valider l'inscription dans la filière d'enseignement supérieur qui a déjà accepté le candidat.

Le lycée d'origine, vrai critère de sélection

Intervient alors l'autre dimension de cette question qui achève de démontrer la quasi-nullité du rôle du bac dans l'orientation vers l'enseignement supérieur : son taux de réussite. Rappelons d'abord qu'aujourd'hui 80 % d'une classe d'âge obtient un baccalauréat, soit 42 % un baccalauréat général, 22 % un baccalauréat professionnel et 16 % un baccalauréat technologique. Pour arriver à un tel succès, il faut évidemment un taux de réussite élevé. Ainsi, les taux de réussite aux baccalauréats ont considérablement augmenté en vingt-cinq ans : de 75 % en 1995, le taux de réussite au bac général est passé aujourd'hui à 90 % ; la progression est sensiblement la même pour le bac technologique (de 75 % à 89 %) et un peu inférieur pour le bac professionnel (de 73 à 83 %).

A quoi sert donc le bac aujourd'hui en termes de sélection et d'orientation ? Uniquement à écarter les lycéens les plus faibles de l'accès à l'enseignement supérieur, soit 10 % des élèves des filières générales et technologiques et un peu plus de 15 % de ceux des filières professionnelles. Lycéens qui, en tout état de cause, avaient dans leur grande majorité très peu de chances d'obtenir une orientation dans une filière sélective.

Ce constat souligne l'hypocrisie du reproche fait au contrôle continu d'aggraver les inégalités

entre établissements. En effet, qui peut croire que les enseignants des filières les plus sélectives, classes préparatoires, IUT, écoles de commerce, voire BTS, qui examinent les dossiers lors du processus de Parcoursup, le font en ne tenant compte que des notes et des appréciations, dans l'ignorance vertueuse de l'établissement d'origine de ces élèves, alors qu'ils ne disposent pas de leurs notes au bac ? Evidemment personne.

La réputation du lycée d'origine joue depuis longtemps un rôle prépondérant dans leur décision. En fait le système scolaire met très tôt en œuvre un processus de sélection qui construit dès l'entrée au collège les parcours des meilleurs élèves vers les meilleurs lycées, et même vers les meilleures classes des meilleurs lycées. Ce sont ces parcours qui assurent la sélection vers les filières les plus recherchées de l'enseignement supérieur, et non le résultat au bac, qui ne joue plus depuis longtemps qu'un rôle symbolique.

Culture commune ou compétition ?

Est-ce à dire que le bac ne sert à rien ? Non, bien sûr. Si on veut bien admettre que notre système scolaire ne se réduit pas à une compétition sociale féroce pour atteindre les meilleurs statuts socioprofessionnels, mais qu'il transmet aussi une culture qui ouvre collectivement le regard des jeunes sur le monde, et que c'est la transmission de cette culture, y compris artistique et technique, qui anime la majorité des enseignants, alors le bac a un sens. Il certifie qu'au moment d'entrer dans la vie adulte, un jeune, même s'il n'a obtenu que des notes très moyennes, a été pendant sept ans confronté à des savoirs scientifiques, des œuvres littéraires ou artistiques, des objets techniques qui constituent le patrimoine commun de la société où il vit et qu'il partage avec ses camarades.

C'est cette conception de l'enseignement secondaire qu'ont portée tous ceux qui ont tenté de penser un socle commun de connaissances. Et c'est la même conception démocratique de l'enseignement qui animait les réformateurs pédagogiques du siècle dernier lorsqu'ils dénonçaient la logique des examens terminaux et des concours qui ont transformé l'école en une compétition permanente où seuls comptent les « premiers de cordée ».

De ce point de vue, un taux élevé de réussite au bac n'a plus le même sens : il n'est plus le signe d'une « baisse de niveau », mais au contraire le signe du succès d'une école démocratique qui a réussi à conduire la majorité de la jeunesse à partager un peu de culture commune. Peu importe alors que le bac soit délivré par contrôle continu, l'essentiel est ailleurs. Et si la crise que nous vivons nous conduisait à repenser ainsi les fondamentaux de l'école ? Si le contrôle continu était une manière de nous éloigner de la compétition à outrance que subissent aujourd'hui les collégiens et les lycéens, et de nous rapprocher d'une école plus centrée sur la transmission d'une culture commune ? En cette période exceptionnelle, on peut rêver.

Ce texte est paru dans « Le Monde de l'éducation ». Si vous êtes abonné au Monde, vous pouvez vous inscrire à cette lettre hebdomadaire en suivant ce lien

Vincent Troger

(Maître de conférence en sciences de l'éducation)